

Manifeste de La Via Campesina pour la COP30



Agroécologie paysanne et Souverai neté Alimentaire pour des Transitions Justes Un appel urgent des voix de la Terre

À l'aube de la COP30, nous, plus de 200 millions de paysan-ne-s et communautés rurales, côtières et urbaines organisées au sein de La Via Campesina, déclarons que le temps des fausses promesses et des solutions de marché doit terminer. Nous dénonçons les multinationales de l'agrobusiness et les gouvernements à leur service : ce sont eux qui ont fabriqué la crise climatique et qui, aujourd'hui, détournent les processus intergouvernementaux pour marchandiser la nature, sauver leurs profits et voler au peuple la possibilité de changer de direction, nous entraînant droit vers l'effondrement. Face à cela, notre mouvement paysan affirme sa voie : des solutions réelles, capables de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre, enracinées dans la Souveraineté Alimentaire, l'agroécologie, les droits paysans et le respect fondamental de la Terre Mère.

Ceci est notre appel à l'action collective.



Les Causes Structurelles

Un Système qui Alimente la Crise

Le capitalisme prédateur et les systèmes mondiaux d'inégalités et d'injustices exploitent toutes les formes de vie sans reconnaître de limites à la nature. Les principaux responsables, les milliardaires, les grandes entreprises, surtout celles du Nord global, les élites historiques des émissions situées principalement aux États-Unis, en Europe, au Canada, en Australie, en Russie et au Japon, ainsi que les pétromonarchies qui tirent profit des combustibles fossiles et exercent un puissant lobbying pour défendre leurs intérêts. Leur rôle

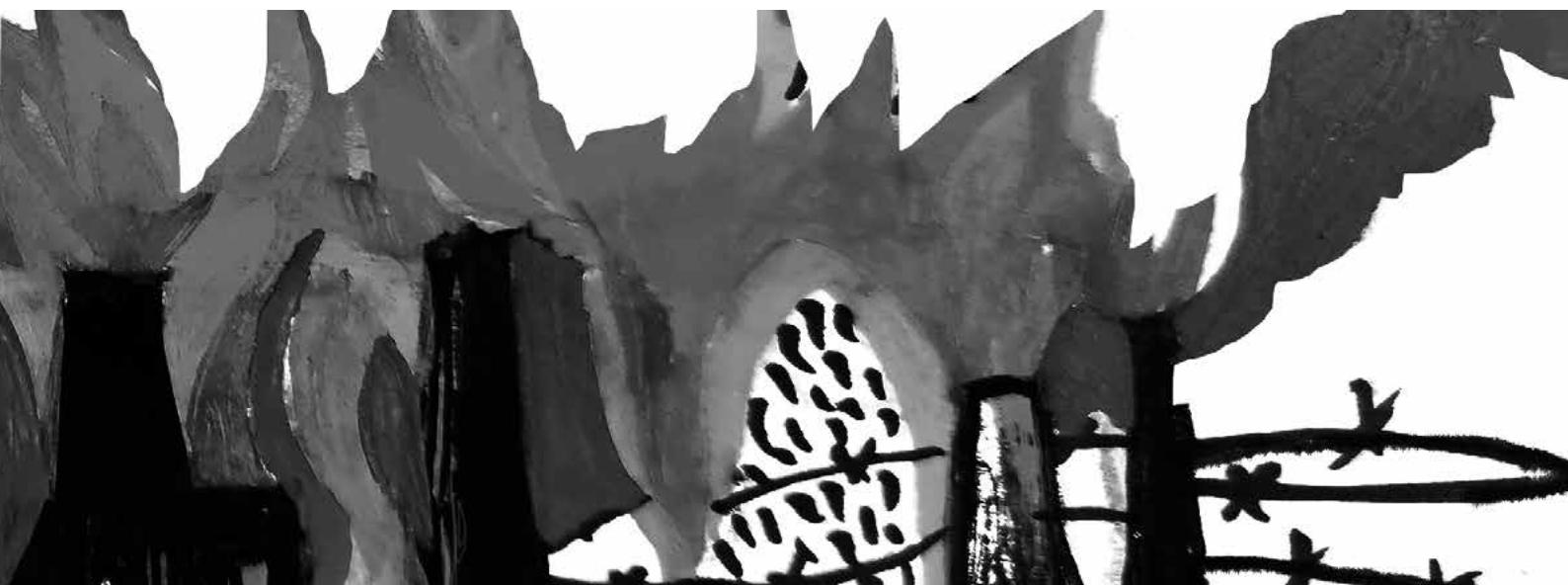
La crise climatique n'est pas un problème environnemental isolé, mais la conséquence d'un système capitaliste, impérialiste, colonial et patriarcal qui marchandise la vie et la nature, pousse à un extractivisme vorace et encourage une consommation non durable. L'extraction capitaliste accélère le changement climatique et provoque des catastrophes sans précédent. Les forces qui privilégient l'accumulation de capital au détriment de la vie, des droits humains et des droits de la nature, accaparent des terres, détruisent les liens entre les personnes et leurs territoires, et exploitent sans scrupules les communautés et les écosystèmes

dans la crise climatique est incontestable et écrasant. L'inégalité est à la racine de la crise climatique. De nombreux rapports montrent que les personnes les plus riches, surtout les milliardaires et millionnaires, sont les principales responsables. Les 50 milliardaires les plus riches du monde polluent plus que 1,3 milliard de personnes réunies. Il y a assez de ressources pour que chacun puisse vivre dignement, mais pas



pour qu'une toute petite minorité vive dans la surconsommation et le luxe. Nous devons nous battre pour un monde où chacun ait accès à une vie digne, tout en réduisant drastiquement les niveaux de consommation liés aux modes de vie impérialistes. Les multinationales et les gouvernements néolibéraux à leur service peuvent être trouvés aussi bien en train d'extraire directement des métaux et des ressources stratégiques, souvent liés aux industries militaires, qu'en promouvant des transitions énergétiques dites « vertes ». Ces prétendues solutions n'émancipent pas les communautés et ne garantissent en rien la souveraineté énergétique des peuples ; elles ne sont qu'un autre moyen pour le capital de contrôler la terre et le travail.

La Réponse Institutionnelle Défaillante : Dans ce cadre, nous constatons de nombreuses faiblesses au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Loin de remettre en cause les intérêts des entreprises ou les pouvoirs impérialistes du Nord global, la CCNUCC a été cooptée pour faciliter le pillage avec un « visage vert ». Au lieu de respecter les principes des droits humains, les processus de l'ONU reproduisent aujourd'hui les inégalités structurelles au lieu de les résoudre. En tant que mouvement, nous nous engageons stratégiquement dans cet espace pour organiser la résistance collective, construire des alliances avec ceux qui subissent des oppressions communes et mettre en lumière les solutions qui émergent des peuples. Pour atteindre la transformation, nous devons confronter le système avec ses propres outils, accumulant des victoires qui nous rapprochent du changement dont nous avons besoin.





**Semer la Justice Global
et un Futur Souverain!**

viacampesina.org



Nos Exigences

**pour Semer la Justice Global
et un Futur Souverain**



1 Il est urgent de démanteler le système agroalimentaire néolibéral mondial

L'agriculture industrielle intensive représente plus de 44 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il est urgent d'inverser la tendance à l'utilisation accrue d'agrochimiques, d'énergies fossiles, de l'élevage intensif, ainsi qu'au transport, à la transformation, à l'emballage, à la réfrigération des aliments et au gaspillage massif à l'échelle mondiale. Il est crucial de distinguer l'agrobusiness industrielle, les véritables responsables de la déforestation et de la pollution, des paysan·nes, qui cultivent la terre, nourrissent les peuples et refroidissent la planète, constituant une part essentielle de la solution à la crise de la Terre.

2 Ni colonialisme vert, ni capitalisme fossile

Nous exigeons l'abandon du capitalisme des combustibles fossiles sous toutes ses formes. Nous constatons qu'à ce jour, la transition énergétique n'a pas eu lieu : le développement des énergies renouvelables ne remplace pas les combustibles fossiles, mais augmente simplement la production totale d'énergie pour répondre aux besoins de la croissance capitaliste. La transition énergétique est devenue un nouveau piège du capital. Les territoires que nous utilisons pour le pâturage et l'agriculture sont accaparés, l'extractivisme s'intensifie, et l'énergie, les profits et les bénéfices se concentrent dans les grandes entreprises, sans bénéficier à celles et ceux qui travaillent la terre et nourrissent nos peuples. La mitigation du changement climatique n'est possible que par une réduction globale de la consommation énergétique. Les énergies renouvelables ont un rôle à jouer, mais prétendre qu'elles peuvent remplacer toute l'énergie produite par les combustibles fossiles dans le monde conduit à une nouvelle forme de colonialisme vert. Les pays du Nord prétendent développer une "bioéconomie" dans laquelle les énergies et matériaux issus de la biomasse remplaceraient les énergies et matériaux dérivés des produits pétrochimiques. Cependant, ce capitalisme vert entraîne une nouvelle vague d'accaparement des terres, de l'eau et des territoires, en particulier dans les pays du Sud global et au détriment des communautés rurales.

La diminution de la consommation énergétique et la décarbonation doivent commencer dans le Nord global, conformément au principe de "responsabilités communes mais différenciées" (CBDR). Les pays du Nord global sont les principaux émetteurs, historiquement responsables de la crise climatique, et doivent honorer leurs engagements en mobilisant les ressources et en quittant l'ère des combustibles fossiles en premier et plus rapidement.

Cependant, il est dangereux de demander aux populations pauvres des pays riches de fournir tous les efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Promouvoir des solutions consuméristes, comme l'achat de voitures électriques très coûteuses, conduit trop souvent les classes populaires du Nord global à considérer l'écologie comme un problème de riches. Cela alimente le négationnisme climatique et profite à l'extrême droite. Une réduction massive de l'empreinte écologique des pays du Nord global doit s'accompagner d'une réduction radicale des inégalités, à la fois à l'intérieur de ces pays et entre le Nord et le Sud global, afin que la transition améliore réellement les conditions de vie des classes populaires.

En revanche, la grande majorité des pays du Sud global, qui ont construit et soutenu les économies du Nord, ont des émissions par habitant beaucoup plus faibles et font face à d'énormes écarts et dettes résultant des anciennes et nouvelles formes de colonialisme. Aujourd'hui, des millions de communautés dans le Sud global n'ont toujours pas accès aux routes, à l'eau potable ou à l'électricité. Garantir des infrastructures de base et répondre aux besoins des peuples nécessite un contrôle démocratique de l'énergie, et non la domination des multinationales.

L'énergie renouvelable fait partie de la solution, mais la technologie corporative à grande échelle renforce souvent la dépendance et endommage les territoires locaux. Tout cela rend nécessaire une gestion attentive de la transition hors des combustibles fossiles, afin qu'elle bénéficie aux communautés et à l'ensemble de la société. Sans un soutien et une solidarité massifs venant du Nord global, cela n'est ni réaliste ni juste.

Il existe une responsabilité collective pour s'assurer que les systèmes énergétiques, les savoirs et les ressources soient partagés, afin que les communautés du Sud global puissent construire des transitions basées sur l'agroécologie, le contrôle local et des modes de vie durables, plutôt que de reproduire les modèles d'extraction et de domination.

Nous disons : non aux fausses solutions !

Nous disons : non aux fausses solutions ! Les marchés du carbone et les mécanismes de l'Accord de Paris, en particulier l'Article 6, sont présentés comme des solutions à la crise climatique, mais en réalité, ce sont des pièges conçus pour permettre aux multinationales et aux pays riches de continuer à polluer. Ils promettent de réduire les émissions, mais en pratique, ils transforment forêts, terres, eaux et territoires en marchandises.

Les marchés du carbone et la compensation permettent d'acheter et de vendre des permis pour continuer à polluer. En pratique, ce sont des solutions inventées par des économistes, théoriques dans le meilleur des cas, et qui ne représentent pas de réductions réelles. Elles justifient la pollution continue et permettent aux acteurs économiques puissants de s'approprier les territoires paysans et autochtones.

- Article 6.2 : certains pays vendent leurs « droits à polluer » à d'autres, permettant aux plus riches de continuer à émettre pendant que d'autres portent la charge.
- Article 6.4 : création d'un marché gigantesque de compensations, incluant les forêts et sols stockant le carbone et des projets de géoingénierie : machines captant le CO₂, souvent liées à l'industrie pétrolière.
- Article 6.8 : promotion de prétendus « mécanismes non marchands » comme les paiements pour services écosystémiques ou le REDD+, qui privatisent la nature, déplacent des communautés et instaurent de nouvelles formes de contrôle territorial.

Les marchés du carbone se sont étendus à l'agriculture. L'agriculture climatiquement intelligente promeut des pratiques qui semblent durables, mais qui sont en réalité utilisées par les entreprises comme une forme de greenwashing, et présente plusieurs problèmes :

- C'est un outil qui cherche avant tout à augmenter les profits des entreprises agro-industrielles.

- La transition vers ce modèle nécessite des coûts énormes, de sorte que la plupart des agriculteurs dépendent de prêts gouvernementaux, ce qui les pousse en pratique dans une nouvelle forme d'endettement et de dépendance.
- Les bases de production et les infrastructures de l'agriculture climatiquement intelligente reposent sur des méthodes industrielles qui émettent des gaz à effet de serre et dégradent les fonctions écologiques du sol, devenant ainsi une autre source de pollution environnementale.

Dans certains pays, « l'agriculture du carbone » est présentée comme un moyen pour les petits paysans de gagner un revenu supplémentaire en stockant du carbone dans leurs sols : plus on contrôle de terres, plus on peut séquestrer de carbone. Cela profite principalement aux grands exploitants et aux entreprises agroalimentaires, entraînant davantage d'accaparement et de concentration des terres, au détriment des paysans et des petits producteurs, tandis que les principaux pollueurs continuent d'émettre des gaz à effet de serre.



4

Nous exigeons des réparations climatiques justes, pas seulement de la « finance climatique »

Nous rejetons les financements conditionnels générateurs de dette. Des fonds tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation et le Fonds pour les pertes et dommages ne doivent pas être administrés sous forme de prêts, mais dans une logique de réparations. Cela leur permettrait de soutenir l'agroécologie paysanne, y compris les réseaux de formation et les écoles d'agroécologie. La réalité est que, malgré des années de promesses, ces fonds ne se sont toujours pas matérialisés ni n'ont atteint les communautés qui en ont besoin pour produire de la nourriture et prendre soin de la terre. Des mécanismes comme le FAST et le TFFF, canalisés par le FMI et la Banque mondiale, ne sont pas de « l'argent gratuit », mais des prêts à rembourser, augmentant la dette du Sud global et imposant des OGM, des variétés hybrides et des produits corporatifs qui rendent les petites exploitations dépendantes des géants industriels. Dans d'autres cas, les prêts verts de microfinance, présentés sous le prétexte de « l'agriculture durable », visent les petits agriculteurs et les familles rurales déjà endettés, créant de nouveaux risques financiers et approfondissant la dépendance.

Les pays du Nord doivent payer des réparations financières aux pays du Sud pour régler leur dette climatique et coloniale. Ces réparations ne doivent pas prendre la forme de prêts ou « d'aide au développement », mais de flux financiers que les pays du Sud peuvent utiliser souverainement pour renforcer leurs économies et leurs services publics, au bénéfice de leurs populations.

La justice fiscale est absolument nécessaire, tant au niveau national qu'international, pour financer les changements indispensables. Les multinationales et les ultra-riches doivent être beaucoup plus lourdement taxés. L'évasion fiscale des riches et des multinationales doit être combattue dans le monde entier.

Nous appelons également à rediriger d'urgence les subventions massives à l'armée et aux combustibles fossiles vers une transition mondiale, juste et souveraine. Plus de financement de la guerre, de l'occupation ou de la destruction en Palestine. Plus de violence ni de destruction dans aucun autre territoire où l'industrie militaire promeut la mort et entretient la dépendance aux énergies fossiles.

Les fonds d'adaptation au climat doivent aller directement aux organisations de base et aux communautés, sous forme de réparations et non de prêts. Ces financements ne doivent pas soutenir les fausses solutions des multinationales. Ils doivent être utilisés par les paysan·nes eux-mêmes pour renforcer les solutions issues de leur propre pratique sur le terrain. L'agroécologie paysanne développe des systèmes alimentaires diversifiés et résilients face aux changements climatiques, prend soin des sols et intègre l'agroforesterie, réduisant ainsi les émissions de carbone. Le financement pour l'adaptation climatique doit également soutenir la conservation et l'élevage des semences et races indigènes, plutôt que des OGM. L'agroécologie doit aussi être reconnue comme une solution à la crise migratoire, en régénérant les territoires affectés par le climat et en développant des modèles sociaux de production agricole qui garantissent des salaires justes et la dignité des travailleurs et travailleuses agricoles migrants.

Répondre à ces exigences nécessite une stratégie coordonnée pour construire le pouvoir depuis la base.

Les Solutions Réelles

Le Pouvoir des Peuples en Action

Le Front pour la Solidarité : Renforcer la convergence entre les peuples et l'internationalisme

En septembre, La Via Campesina a participé au 3e Forum Global Nyéléni au Sri Lanka afin de construire des stratégies collectives pour une transformation systémique. Des délégué-es de plus de 100 pays, représentant des secteurs variés tels que paysans, pêcheurs artisanaux, pasteurs, migrants, mouvements féministes, de santé et d'économie solidaire, ainsi que des organisations environnementales et des syndicats, se sont réunis. Le forum a renforcé notre approche intersectionnelle et approfondi notre internationalisme. Nous partageons désormais une Agenda Commune d'Action Politique pour la lutte collective. Lors des mobilisations à Belém, nous serons uni-es, dans toute notre diversité, pour exiger la justice climatique.

Le Front Alimentaire : Agroécologie paysanne pour refroidir la planète

Pour faire face à l'urgence climatique et alimentaire, une transformation massive du modèle agricole et alimentaire est nécessaire. Il est essentiel de récupérer les terres et les territoires, car ils constituent la base d'un changement à grande échelle dans le cadre de la Souveraineté Alimentaire. C'est pourquoi une Réforme Agraire Intégrale et Populaire est cruciale. La réforme agraire, comprise comme la défense et la reconstruction des territoires dans leur ensemble, doit garantir la démocratisation de la terre — y compris l'eau, les mers, les semences et la biodiversité. L'accès à la terre doit être facilité pour renforcer la production agroécologique. Nous devons stopper d'urgence l'accaparement des terres par l'agrobusiness et assurer l'accès à la terre pour les petits producteurs alimentaires. Nous soutenons pleinement la Conférence Globale CIRADR+20 sur la Réforme Agraire et le Développement Rural.

L'agroécologie paysanne est une stratégie alignée sur les cycles naturels, capable d'atténuer le changement climatique et de produire des aliments sains pour les peuples. Les territoires agroécologiques issus de cette réforme protègent les biens naturels, réduisent la dépendance aux combustibles fossiles, diminuent les émissions de gaz à effet de serre, restaurent la fertilité des sols, préservent la biodiversité et garantissent la souveraineté alimentaire. Cette lutte pour un système agricole centré sur les peuples, portée par un fort mouvement populaire, fondé sur les savoirs paysans et autochtones et sur les économies féministes du soin, priorise une vie digne plutôt que les intérêts d'une minorité et assure une transition juste avec des moyens de vie dignes et un accès à la terre.

Les petits producteurs alimentaires doivent pouvoir obtenir un revenu décent pour leur travail. Cependant, les structures actuelles du commerce mondial, façonnées

par l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, bloquent la mise en œuvre de politiques publiques qui favorisent la souveraineté alimentaire et renforcent la production locale. Face à cette réalité, un nouveau cadre commercial, fondé sur la souveraineté alimentaire et la solidarité internationale, est urgent.

Le Front Politique : Reprendre la Démocratie Climatique

Notre stratégie place les peuples au centre de la prise de décision, ce qui nécessite une réforme profonde de la CCNUCC ou la création d'institutions alternatives pour briser la capture corporative. Avec une démocratie globale, multi-pays et multi-ethnique, nous, les peuples, construisons le pouvoir pour saper l'impérialisme et renforcer la reddition de comptes. Nous dénonçons l'infiltration d'organisations de base prétendant agir pour l'intérêt public, mais qui sont en réalité financées et contrôlées par l'industrie des combustibles fossiles.

La jeunesse doit être activement incluse dans tous les espaces de décision, apportant son énergie, sa vision et son leadership à la gouvernance du climat et de la souveraineté alimentaire. Le dialogue intergénérationnel garantit des politiques climatiques inclusives et permet à la prochaine génération de résister à l'impérialisme et à l'extractivisme qui alimentent la crise.

Nous appelons tous les mouvements sociaux, délégué-es conscient-es, organisations alliées et peuples du monde à se mobiliser, dans le cadre du Sommet des Peuples vers la COP30, dans les rues, les rivières et les territoires du Brésil et du monde, le 15 novembre 2025, pour que les multinationales et leurs gouvernements sachent que nous sommes organisé-es et prêts à revendiquer notre droit à un futur viable, juste et digne.

Le Front Financier : Subventions pour une transition juste et souveraine

Nous proposons un nouveau paradigme financier, basé sur des subventions publiques inconditionnelles — et non des prêts. Ces fonds doivent être contrôlés démocratiquement pour impulser des transitions justes et souveraines. Ce financement n'est pas de la charité, mais une réparation de la dette historique, coloniale et écologique que le Nord Global doit au Sud Global : une dette climatique estimée à 192 000 milliards de dollars d'ici 2050, soit 5 000 milliards de dollars par an.



Tout aussi important, les pays du Sud Global doivent pouvoir effectuer leur transition selon leurs propres termes, avec des réparations financières, un transfert de technologie et l'autonomie de définir leurs propres trajectoires de développement. Le contrôle local doit garantir que les bénéfices atteignent les communautés territoriales, assurant souveraineté alimentaire, justice et vie digne pour toutes les communautés.

Nous encourageons la construction d'une solidarité globale pour soutenir des transitions justes et souveraines également pour les peuples du Nord Global, dont le contrôle sur leurs propres économies est crucial pour mettre fin à l'impérialisme et à l'extraction des ressources de la classe travailleuse et de la Terre Mère. Cela inclut une gestion juste de la transition industrielle : à mesure que les emplois dans les secteurs des combustibles fossiles et à fortes émissions disparaissent, les travailleurs doivent bénéficier de reconversion, protections sociales et opportunités dans les industries durables. Seule une action climatique alignée sur les droits du travail et les luttes syndicales permet de construire une solidarité large et de garantir que la transition vers les énergies renouvelables renforce les communautés plutôt que de laisser les travailleurs de côté. Dans les pays du Nord Global, les politiques d'austérité imposées à la classe travailleuse sous prétexte de la dette doivent être remplacées par des politiques taxant les riches et les multinationales.

Le Front des droits : Ancrer la justice dans la loi

La justice climatique doit être fermement ancrée dans les droits humains et collectifs. Notre stratégie inclut :

Renforcer les Droits Paysans : Mise en œuvre pleine de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Paysans et des Autres Personnes Travaillant en Zones Rurales (UNDROP) dans toute la gouvernance climatique. L'agriculture et l'alimentation doivent rester entre les mains des peuples, pas des corporations. Cela implique de privilégier les marchés locaux par rapport aux modèles orientés vers l'exportation, et de garantir que les lois et politiques protègent les droits légitimes des peuples sur la terre, les pêches et les forêts face aux impacts du changement climatique.

Priorité aux Voix en Première Ligne : Les États doivent veiller à ce que les paysans, les producteurs alimentaires à petite échelle et les Peuples Autochtones ayant des droits légitimes sur la terre, les forêts et les pêches

soient pleinement inclus et puissent participer à la conception et à la mise en œuvre de tous les programmes d'atténuation et d'adaptation au climat, afin que les véritables solutions, qu'ils portent guident la réponse à la crise climatique — et non les rêves corporatifs ou les fantasmes technologiques.

Droits et soutien pour les femmes, les jeunes et la diversité de genres : Ces personnes sont le cœur et les mains de nos communautés. Les femmes défendent la terre, protègent les semences et soutiennent la vie dans les foyers et les communautés. Leur travail de soin doit être reconnu, soutenu et équitablement rémunéré, notamment pour les pertes causées par les catastrophes climatiques. En même temps, les jeunes doivent avoir accès à la formation, aux ressources et aux espaces de décision pour diriger la défense de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire. Les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre favorisent la résilience communautaire en développant des pratiques durables et solidaires pour faire face aux défis de la crise climatique.

Une terre sûre pour tou·tes et tous : Lorsque le changement climatique force les populations à quitter leurs territoires, les États doivent écouter les personnes concernées et planifier équitablement. Les personnes déplacées doivent recevoir des terres, des forêts, des pêches ou des moyens de subsistance sans priver d'autres populations. Si elles ne peuvent pas rentrer chez elles, elles doivent être réinstallées de manière permanente avec les communautés d'accueil, en protégeant les droits et la souveraineté alimentaire de tou·tes.

Appel à l'Action Global

pour la COP30 et Au-Delà



Nous tendons nos mains et nos bras, tissant solidarité, actions et stratégies communes avec toutes les organisations de base, alliances et mouvements sociaux du monde qui luttent pour la justice climatique et sociale.

La lutte pour la justice climatique et une transition juste et souveraine est indissociable de la lutte pour la Souveraineté Alimentaire, l'Agroécologie Paysanne, la Réforme Agraire Intégrale et le féminisme populaire. Il n'existe pas de solutions climatiques sans transformation systémique profonde qui démantèle le pouvoir capitaliste et les structures oppressives.

Unissons-nous pour construire le pouvoir populaire depuis nos communautés et nos territoires. Ensemble, nous pouvons refroidir la planète et semer les graines d'un futur juste, équitable et durable pour tous.

Globalisons la lutte, globalisons l'espoir !

viacampesina.org

